

Liste des pièces annexées au dossier d'enquête publique

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fontaine d'Ozillac

1- DECISIONS

- Délibération du conseil municipal de Fontaines d'Ozillac, en date du 20 juin 2014, prescrivant l'élaboration du PLU de la commune ;
- Délibération du conseil municipal de Fontaines d'Ozillac, en date du 6 mars 2017, actant la tenue d'un débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Délibération du conseil municipal de Fontaines d'Ozillac, en date du 16 juillet 2019, actant la tenue d'un débat sur les modifications apporter au Projet d'Aménagement et de Développement Durables afin de prendre en compte l'évolution du contexte communal ;
- 3 Délibérations du conseil municipal de Fontaines d'Ozillac, en date du 15 octobre 2019, la 1^{ère} tirant le bilan de la concertation (et l'annexe relative au bilan de la concertation), la deuxième intégrant la modernisation du code de l'urbanisme, et la 3ème, arrêtant le projet d'élaboration du PLU de la commune ;
- Arrêté du Maire de la commune de Fontaines d'Ozillac, portant organisation de l'enquête publique.

2- CONSULTATION PPA

- Synthèse des avis PPA
- Avis du Président de la Communauté de communes de la Haute Saintonge, EPCI en charge du SCOT, en date du 2 janvier 2020,
- Avis de la CDPENAF, en date du 3 janvier 2020,
- Avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Rochefort et Saintonge, en date du 8 janvier 2020,
- Avis de l'Etat transmis par la Sous-Préfecture de Jonzac en date du 14 janvier 2020,
- Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), en date du 15 janvier 2020,
- Avis du Conseil départemental 17- Direction de l'Environnement et de la Mobilité en date du 20 janvier 2020,
- Avis du Centre régional de la Propriété Forestière (CRPF) en date du 23 janvier 2020,
- Avis d'EAU 17 en date du 24 janvier 2020,
- Avis de l'Institut national de l'Origine et de la Qualité (INAO) en date du 3 février 2020,
- Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), en date du 6 février 2020,
- Avis de la SNCF, en date du 6 février 2020,
- Avis de la Chambre d'Agriculture de la Charente en date du 6 février 2020,

3- AUTRE

- Décision du TA du 2 juillet 2020 désignant le commissaire-enquêteur pour l'enquête publique.